

Les entreprises multinationales face aux défis des transitions socio-écologiques durables dans un contexte économique, institutionnel et politique international perturbé

Vera Ivanaj, Silvester Ivanaj, Niti Bhasin, John McIntyre

Équipe des rédacteurs invités :

Vera Ivanaj,
Université de Lorraine, France

Silvester Ivanaj,
ICN Business School, France

Niti Bhasin,
Université de Delhi, Inde

John McIntyre,
Institut de Technologie de Géorgie, Atlanta, États-Unis d'Amérique

Depuis l'avènement du développement durable (DD) et de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), notamment avec l'élaboration de l'Agenda 2030 et, plus récemment, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 28), les principaux acteurs internationaux ont cherché à coordonner leurs actions et à mettre en œuvre des stratégies internationales pour relever les grands défis socio-écologiques du monde actuel. Face à ces défis, les entreprises multinationales (EMN) constituent des acteurs internationaux importants et peuvent jouer un rôle essentiel. La recherche académique a déjà reconnu leur influence dans la mise en œuvre de stratégies et de pratiques contribuant à l'atteinte des objectifs de développement durable, ainsi que dans les transformations plus larges requises par les enjeux environnementaux, sociaux, économiques et politiques du monde actuel (Van Zanten & Van Tulder, 2018 ; Berning, 2019 ; Sachs et al., 2019 ; Ivanaj et al., 2021 ; Nylund, Brem & Agarwal, 2021 ; Montiel et al., 2021 ; Van Der Waal, Thijssens & Maas, 2021 ; Eang, Clarke & Ordonez-Ponce, 2023).

En effet, les entreprises multinationales sont des acteurs clés de l'économie mondiale, et leurs stratégies et pratiques nationales et internationales peuvent avoir un impact sur les transitions socio-écologiques, de manière positive ou négative (Van Zanten & Van Tulder, 2018 ; Kolk, Kourula & Pisani, 2017). Cependant, les considérations de rentabilité et de performance organisationnelle conduisent souvent les EMN à faire des choix stratégiques qui ne génèrent pas toujours des actions proactives de protection de l'environnement ou de la société. Parfois, leurs actions peuvent être catastrophiques, comme en témoignent plusieurs grandes catastrophes sociales et écologiques causées par les EMN dans le passé (Gendron et al., 2017). Ainsi, la recherche académique a déjà mis en évidence des comportements stratégiques du type « greenwashing », c'est-à-dire utilisant les objectifs de développement durable et les exigences RSE comme paravent pour des pratiques répréhensibles ou un manque d'efforts (Yang et al., 2020 ; Peng et al., 2023). Par exemple, en ce qui concerne le respect des normes de protection de l'environnement ou l'agenda des ODD, les choix des entreprises multinationales semblent principalement motivés par des notions de réputation, de légitimité ou de conformité, plutôt que par des comportements vertueux, éthiques ou socialement responsables (Musteen et al., 2013 ; Donoher, 2017 ; Terpstra-Tong, 2017). Cela semble également être le cas en ce qui concerne le choix des innovations technologiques et des politiques d'investissements étrangers ou de développement des marchés internationaux, en particulier dans les pays en développement (Ghuri, 2018 ; Montiel et al., 2021). À ce stade, en tenant compte de l'hypothèse du paradis de la pollution (Copeland & Taylor, 2004), une partie des IDE des pays développés vers les pays en développement (IDE Nord-Sud) est attribuée à la délocalisation de technologies peu respectueuses de l'environnement vers ces pays, qui ont généralement des normes moins strictes (Eskeland & Harrison, 2003 ; Bu, Liu, Wagner & Yu, 2013 ; Bashir, 2022).

Malgré certains impacts négatifs des entreprises multinationales sur le développement durable (DD) et la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), les dynamiques politiques, économiques et institutionnelles internationales actuelles peuvent offrir un contexte propice pour renforcer les engagements des entreprises multinationales et mieux répondre aux attentes écologiques et sociales (Schönherr, Findler & Martinuzzi, 2017). La mobilisation des EMN, en tant qu'acteurs très actifs dans l'élaboration des 17 objectifs de développement durable, aux côtés d'autres acteurs politiques, économiques et sociaux, démontre leur volonté de s'engager sérieusement dans la réflexion stratégique et les actions concrètes pour faciliter les transitions socio-écologiques. Ces transitions représentent non seulement des contraintes, mais aussi des opportunités pour créer de la valeur économique et sociale pour les acteurs économiques (Kolk et Pinkse, 2008 ; Accenture & UN Global Compact, 2016 ; Business & Sustainable Development Commission, 2017 ; Shapiro, Hobdari & Oh, 2018). En effet, les EMN sont de plus en plus perçues comme faisant partie de la solution, et non du problème (Kolk et Van Tulder, 2010). Ainsi, les stratégies poursuivies par les EMN peuvent avoir un impact sur le développement des infrastructures dans les pays en développement (Yamin et Sinkovics, 2009), ainsi que sur l'émergence de réseaux internationaux et de partenariats inter-organisationnels (Rivera-Santos et Rufin, 2010). Les exigences sociales, économiques et liées aux objectifs de développement durable peuvent



Appel à contribution :

« Les entreprises multinationales face aux défis des transitions socio-écologiques durables dans un contexte économique, institutionnel et politique international perturbé » 2

donner aux entreprises multinationales l'opportunité de développer des avantages concurrentiels et devenir des facteurs clés de succès en termes de profit, de croissance, et même de survie organisationnelle (Kolk et Pinkse, 2008 ; Montiel et al., 2021). En période de crise, en particulier d'urgence énergétique, les EMN peuvent avoir un impact sur la gestion de crise en réduisant les turbulences sur les marchés de l'énergie et en contribuant à diminuer la consommation d'énergie mondiale et nationale (Macharzina, 2000) et à gérer les ressources naturelles (Shapiro, Hobdari & Oh, 2018).

Malgré les progrès de la recherche concernant le rôle des entreprises multinationales (EMN) dans les enjeux socio-écologiques mondiaux et ceux liés à la réalisation des objectifs de développement durable, les études académiques en management international ne sont pas en phase avec la réalité des pratiques managériales (Van Zanten & Van Tulder, 2018) et les grands défis du monde actuel (Tihanyi, 2020). La recherche dans ce domaine est fragmentée, et les études sont éparpillées (Witte & Dilyard, 2017 ; Van Zanten & Van Tulder, 2018). Il existe peu d'études intégratives qui permettent de comprendre les multiples rôles des EMN et, plus importante encore, l'influence des facteurs macro et microéconomiques et organisationnels (McIntyre, Ivanaj & Ivanaj, 2022). En effet, les revues de littérature récentes dans le domaine (par exemple, Kolk, Kourula & Pisani, 2017) montrent que la majorité des études réalisées ont adopté une perspective macro, se concentrant sur le rôle des entreprises multinationales dans le développement économique, et mettant en lumière, par exemple, l'impact des investissements directs étrangers ou le rôle joué par les multinationales dans la réduction des disparités avec la base de la pyramide. Certaines études se sont également penchées sur le rôle des EMN à l'égard de la mondialisation, de la paix ou du changement climatique (par exemple, Fossats-Vasselin & Mayrhofer, 2018) ou sur des objectifs spécifiques liés aux ODD, tels que l'énergie, la gestion des ressources en eau ou la réduction de la pauvreté (par exemple, Kolk, Rivera-Santos & Rufin, 2018). Malgré ces avancées, très peu d'études intégratives considèrent le rôle des entreprises multinationales dans les trois dimensions économiques, sociales et environnementales et tiennent compte des pratiques commerciales réelles liées au développement durable ou aux transitions socio-écologiques (Van Zanten & Van Tulder, 2018).

De plus, d'un point de vue théorique, le rôle que peuvent jouer les entreprises multinationales dans le développement durable (DD), la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et la transition socio-écologique a été étudié à travers une multitude d'approches théoriques, telles que les théories institutionnelles (par exemple, Campbell, 2007 ; Matten & Moon, 2008 ; Van Zanten & Van Tulder, 2018), les théories des parties prenantes (par exemple, Parmar et al., 2010), les théories politiques (Scherer & Palazzo, 2011 ; Scherer, Palazzo & Matten, 2014), l'éthique des affaires (Donaldson & Dunfee, 1999 ; Hemingway & Maclagan, 2004 ; Frederiksen, 2010) et la gestion stratégique (McWilliams & Siegel, 2001 ; Orlitzky, Siegel & Waldman, 2011). Ces approches sont très utiles pour comprendre les multiples facettes qui peuvent déterminer les comportements stratégiques des EMN. Cependant, la prolifération des approches rend difficile la capitalisation des connaissances en raison de l'absence d'un cadre théorique unificateur qui favorise la fertilisation croisée des connaissances entre les courants théoriques et les chercheurs.

Néanmoins, la recherche académique et la pratique managériale ont déjà mis en évidence que le rôle des EMN dans la transition socio-écologique dépend non seulement de leur contexte organisationnel et de leurs ressources internes, mais également des contextes externes, y compris les facteurs économiques, politiques, institutionnels et culturels. En effet, toutes les parties prenantes internes et externes des entreprises multinationales peuvent jouer un rôle, comme les organismes gouvernementaux locaux, nationaux et internationaux, les institutions de contre-pouvoirs comme les ONG ou les syndicats, d'autres acteurs économiques en dehors des EMN, comme les petites et moyennes entreprises, les entrepreneurs, le grand public et les médias, ainsi que la culture organisationnelle et nationale (Kolk, Kourula & Pisani, 2017 ; Ivanaj et al., 2013 ; Ivanaj et al., 2021).



Appel à contribution :

« Les entreprises multinationales face aux défis des transitions socio-écologiques durables dans un 3
contexte économique, institutionnel et politique international perturbé »

Tout d'abord, concernant les contextes économiques, un levier d'action important pour les entreprises multinationales réside dans les investissements internes et externes (Montiel et al., 2021). Ces investissements, en plus de créer des opportunités de développement économique et technologique pour les pays hôtes, peuvent également avoir un impact sur les aspects sociaux tels que la qualité de vie des employés, l'éducation, la santé, la paix, la réduction de la pauvreté, etc. (Nalen, 1985 ; Rygh, 2020 ; Montiel et al., 2021). Ils peuvent également contribuer au développement d'innovations technologiques durables (Marcon, de Medeiros & Ribeiro, 2017) et à la consolidation des liens économiques entre les pays, favorisant ainsi la création de dynamiques et de réseaux d'acteurs internationaux susceptibles d'apporter des solutions aux problèmes mondiaux critiques. À ce niveau, les systèmes commerciaux nationaux et internationaux peuvent faciliter ou entraver le rôle des EMN en termes de durabilité. Certains systèmes, par exemple, peuvent promouvoir la création équitable de richesse, tandis que d'autres ne le peuvent pas (Judge et al., 2014). D'autres facteurs macroéconomiques peuvent également impacter le rôle des EMN : le taux de croissance des pays ou des régions, la demande, l'innovation technologique, le marché du travail, les niveaux d'éducation, etc. (Guth, 2009).

Dans un contexte de mondialisation économique et de libéralisation des marchés vers les pays en développement, le tissu économique des nations émergentes, en particulier celui des micro-entreprises et de l'entrepreneuriat local ou autochtone, peut constituer un marché économique viable pour les entreprises multinationales (EMN). Ces EMN peuvent trouver des opportunités de vente directe de produits, notamment dans les zones géographiquement isolées, et peuvent favoriser leur développement économique et social (Chelekis et Mudambi, 2010 ; De Lange, 2016), notamment par l'employabilité des travailleurs locaux (Fortanier et Van Wijk, 2010) et l'accès aux matières premières à faible coût (Ghuri et Rao, 2009). La mobilisation des savoir-faire traditionnels et l'accent mis sur une économie sociale et solidaire permettent aux EMN d'apporter des produits à forte valeur ajoutée sur le marché. Cependant, la relation entre les entreprises multinationales et les entreprises de ce secteur n'est pas simple. Les entreprises multinationales peuvent rendre les choses difficiles pour les entrepreneurs locaux, en particulier ceux dont le cœur de métier repose sur le savoir-faire autochtone et traditionnel et qui disposent de ressources limitées pour concurrencer les multinationales (Spencer, 2008). D'autre part, l'économie autochtone peut également bénéficier des investissements des entreprises multinationales pour favoriser son développement (Zhao, Ozer, Rong, & Mondejar, 2019). De plus, les entrepreneurs locaux, en particulier ceux opérant à la base de la pyramide, ont tendance à accorder une grande importance aux aspects de performance sociale et de durabilité dans leurs stratégies commerciales (Sinkovics et al., 2014 ; Tien et al., 2019), ce qui peut parfois être en contradiction avec les objectifs de performance économique des entreprises multinationales.

Ces dernières années, le secteur financier a connu un développement significatif en raison de l'émergence du marché de la microfinance et des opportunités de développement économique et social qu'il génère, en particulier pour les catégories socio-professionnelles les plus défavorisées (Ault, 2016). Les systèmes et réseaux internationaux de microcrédit peuvent être bénéfiques pour le développement des entrepreneurs locaux performants, en créant des emplois locaux (Bruton et al., 2011) et en promouvant des actions sociales qui facilitent l'inclusion. La latitude et la mission sociale de ces institutions peuvent être affectées par les acteurs internationaux de l'industrie financière, qui peuvent exercer une pression sur les EMN du secteur pour aligner davantage leur orientation stratégique en matière de développement durable (DD) et de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) par rapport à leurs attentes de rentabilité (Merstrand et al., 2011 ; Serrano-Cinca et Gutierrez-Nieto, 2014).

Le contexte institutionnel mondial peut également influencer le rôle joué par les EMN. Des institutions telles que le Business Council for Sustainable Development (BCSD) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont contribué dès leur création à promouvoir le libre-échange et à faciliter les accords internationaux visant à générer de la croissance tout en répondant aux problématiques environnementales (Schmidheiny,



Appel à contribution :

« Les entreprises multinationales face aux défis des transitions socio-écologiques durables dans un 4
contexte économique, institutionnel et politique international perturbé »

1992). Par exemple, le système généralisé de préférences semble favoriser les exportations des pays en développement vers les pays développés, comme les États-Unis (Seyoum, 2006). Les politiques gouvernementales peuvent également impacter le rôle joué par les EMN, en particulier à travers les systèmes de répartition des richesses et de gestion des biens publics (Bucheli et Aguilera, 2010) ou les réglementations et politiques fiscales liées à la protection de l'environnement ou aux problématiques sociales (Duncan, 1992). Les mesures gouvernementales visant à lutter contre la pollution de l'air ou à réduire la dépendance aux ressources énergétiques peuvent influencer les choix stratégiques des EMN en matière de production verte et de technologie. Le niveau d'engagement du gouvernement dans les questions de transformation environnementale ou sociale peut servir à la fois de frein et de levier pour les EMN (Dunning et Fortanier, 2007).

Le contexte politique international, y compris les régimes politiques, les conflits nationaux et internationaux, les guerres et le terrorisme, peut également avoir un impact sur les EMN. Une exposition importante aux conflits politiques dans les pays hôtes peut affaiblir la durabilité et la survie des EMN (Dai et al., 2013). Cependant, une politique commerciale internationale favorisant la coopération entre les pays peut servir de levier de développement (Henisz et al., 2010). L'instabilité politique, les changements fréquents de régime, les conflits armés ou les alliances entre États peuvent notamment affecter les notations de crédit (Lee, 1993) et les flux d'investissements (Li et Vashchilko, 2010). Le rôle des taux de criminalité dans les pays hôtes affecte également les investissements des EMN (Ramos et Ashby, 2013).

Le terrorisme et les situations extrêmes influencent également de manière significative le comportement des entreprises multinationales (EMN) et de leurs employés (Barnes et Oloruntoba, 2015 ; Jallat et Shultz, 2011). Dans l'ensemble, le terrorisme peut constituer une menace directe et indirecte pour les activités commerciales internationales. Les coûts de transaction peuvent augmenter, entravant ainsi la libre circulation des biens et des services, ce qui peut affecter la performance des acteurs économiques nationaux et internationaux (Czinkota et al., 2005 ; Czinkota et Ronkainen, 2009). Les pressions politiques accrues affectent également la qualité de vie des travailleurs des EMN et leur niveau de performance. Le stress peut entraîner des réactions interpersonnelles négatives envers les ressortissants du pays hôte (Bader et Berg, 2013). Dans les pays exposés au terrorisme, les employés doivent souvent faire face à de fortes tensions intrafamiliales liées à la sécurité, qui peuvent affecter considérablement leur performance au travail (Bader et al., 2015) et leur niveau d'engagement organisationnel (Reade et Lee, 2012). D'autre part, les menaces terroristes peuvent parfois encourager les entreprises et leurs employés à devenir plus résilients, et certains bénéficient même économiquement de ces conditions extrêmes (Branzei et Abdelnour, 2010).

Cet appel à contributions vise à examiner, dans une perspective intégrative et interdisciplinaire, l'influence des multiples déterminants économiques, politiques et institutionnels sur les stratégies et pratiques des entreprises multinationales dans le contexte des grandes transitions sociologiques de notre époque. Les publications soumises devraient traiter de manière approfondie la question suivante :

Quels sont les facteurs qui favorisent ou freinent la mise en œuvre d'actions par les EMN en faveur des grandes transitions socio-écologiques, et quelles sont les dynamiques des interactions macro et micro-organisationnelles résultant de ces contextes ?

Pour répondre à cette question, nous accueillons des réflexions théoriques, des études empiriques et des études de cas qui facilitent le dialogue entre les chercheurs issus de disciplines telles que l'économie, la gestion et la science politique. Voici une liste indicative de sujets de recherche que les auteurs peuvent soumettre pour examen dans ce numéro spécial, bien que d'autres thèmes directement liés au thème principal soient également les bienvenus :



Appel à contribution :

« Les entreprises multinationales face aux défis des transitions socio-écologiques durables dans un contexte économique, institutionnel et politique international perturbé » 5

Politiques nationales et internationales et EMN

- Industrie, innovation et infrastructure
- Systèmes technologiques et d'innovation
- Politiques environnementales
- Politiques commerciales et IDE
- Environnement institutionnel

Écosystème économique international et EMN

- Durabilité et EMN sur les marchés émergents
- Économies vertes et circulaires
- Écosystèmes entrepreneuriaux
- Entrepreneurat durable et social
- Numérisation et IA
- Licornes vertes

Partenariats internationaux et EMN

- La voix du Sud global dans le développement durable
- Intégration régionale, nationale et internationale
- Accords bilatéraux et multilatéraux
- Investir dans les personnes

Systèmes de connaissances autochtones et EMN

- Connaissances autochtones et biodiversité
- Dimensions socioculturelles de la science et de la technologie
- Transmission des connaissances autochtones
- Consommation responsable et biopiraterie

Environnement, Social et Gouvernance (ESG) et EMN

- Cadres de gouvernance d'entreprise
- Changement climatique et émissions de carbone
- Investissement responsable et transition énergétique
- Pratiques de divulgation
- Responsabilité sociétale des entreprises et éthique

Objectifs de développement durable (ODD) et EMN :

- Population, planète, paix et prospérité
- Technologie et modèles commerciaux durables
- Investissement et énergie propre
- Pauvreté et inégalités
- Santé et bien-être
- Éducation



Appel à contribution :

« Les entreprises multinationales face aux défis des transitions socio-écologiques durables dans un contexte économique, institutionnel et politique international perturbé » 6

Références

- Accenture & UN Global Compact (2016). *Agenda 2030: A window of opportunity*. The UN Global Compact-Accenture Strategy CEO Survey 2016. New York: Accenture.
- Ault, J. K. (2016). An institutional perspective on the social outcome of entrepreneurship: Commercial microfinance and inclusive markets. *Journal of International Business Studies*, 47(8), 951–967.
- Bader, B., and Berg, N. (2013). An empirical investigation of terrorism-induced stress on expatriate attitudes and performance. *Journal of International Management*, 19(2), 163–175.
- Bader, B., Berg, N., and Holtbrügge, D. (2015). Expatriate performance in terrorism-endangered countries: The role of family and organizational support. *International Business Review*, 24(5), 849–860.
- Barnes, P., and Oloruntoba, R. (2005). Assurance of security in maritime supply chains: Conceptual issues of vulnerability and crisis management. *Journal of International Management*, 11(4), 519–540.
- Bashir, M. F. (2022). Discovering the evolution of Pollution Haven Hypothesis: A literature review and future research agenda. *Environmental Science and Pollution Research*, 29(32), 48210-48232.
- Berning, S. C. (2019). The role of multinational enterprises in achieving sustainable development-the case of Huawei. *European Journal of Sustainable Development*, 8(3), 194-194.
- Branzei, O., and Abdelnour, S. (2010). Another day, another dollar: Enterprise resilience under terrorism in developing countries. *Journal of International Business Studies*, 41(5), 804–825.
- Bruton, G. D., Khavul, S., and Chavez, H. (2011). Microlending in emerging economies: Building a new line of inquiry from the ground up. *Journal of International Business Studies*, 42(5), 718–739.
- Bu, M., Liu, Z., Wagner, M., & Yu, X. (2013). Corporate social responsibility and the pollution haven hypothesis: Evidence from multinationals' investment decision in China. *Asia-Pacific Journal of Accounting & Economics*, 20(1), 85-99.
- Bucheli, M., and Aguilera, R. V. (2010). Political survival, energy policies, and multinational corporations. *Management International Review*, 50(3), 347–378.
- Business & Sustainable Development Commission (2017). *Valuing the SDG prize*. London: Business & Sustainable Development Commission.
- Campbell, J. L. (2004). *Institutional change and globalization*. Princeton University Press.
- Chelekis, J., and Mudambi, S. M. (2010). MNCs and micro-entrepreneurship in emerging economies: The case of Avon in the Amazon. *Journal of International Management*, 16(4), 412–424.
- Copeland, B. R., & Taylor, M. S. (2004). Trade, growth, and the environment. *Journal of Economic literature*, 42(1), 7-71.
- Czinkota, M. R., and Ronkainen, I. A. (2009). Trends and indications in international business. *Management International Review*, 49(2), 249–265.
- Czinkota, M. R., Knight, G. A., Liesch, P. W., and Steen, J. (2005). Positioning terrorism in management and marketing: Research propositions. *Journal of International Management*, 11(4), 581–604.
- Dai, L., Eden, L., and Beamish, P. W. (2013). Place, space and geographical exposure: Foreign subsidiary survival in conflict zones. *Journal of International Business Studies*, 44(6), 554–578.
- Donaldson, T., & Dunfee, T. W. (1999). *Ties that bind: A social contracts approach to business ethics*. Harvard Business School Press.
- Donoher, W. J. (2017). The multinational and the legitimation of sustainable development. *Transnational Corporations*, 24(3), 49-60.
- Duncan, N. E. (1992). The energy dimensions of sustainable development. *Columbia Journal of World Business*, 27(3/4), 164–173.



Appel à contribution :

« Les entreprises multinationales face aux défis des transitions socio-écologiques durables dans un contexte économique, institutionnel et politique international perturbé » 7

- Dunning, J. H., & Fortanier, F. (2007). Multinational enterprises and the new development paradigm: Consequences for host country development. *Multinational Business Review*, 15(1), 25-46.
- Eang, M., Clarke, A., & Ordonez-Ponce, E. (2023). The roles of multinational enterprises in implementing the United Nations Sustainable Development Goals at the local level. *BRQ Business Research Quarterly*, 26(1), 79-97.
- Eskeland, G. S., & Harrison, A. E. (2003). Moving to greener pastures? Multinationals and the pollution haven hypothesis. *Journal of development economics*, 70(1), 1-23.
- Fortanier, F., & Van Wijk, J. (2010). Sustainable tourism industry development in sub-Saharan Africa: Consequences of foreign hotels for local employment. *International Business Review*, 19(2), 191-205.
- Fossats-Vasselin, V., & Mayrhofer, U. (2018). Multinational enterprises and the challenges of globalization. *Global Phenomena and Social Sciences: An Interdisciplinary and Comparative Approach*, 37-47.
- Frederiksen, C. S. (2010). The relation between policies concerning corporate social responsibility (CSR) and philosophical moral theories—an empirical investigation. *Journal of Business Ethics*, 93, 357-371.
- Gendron, C., Girard, B., Ivanaj, S., Ivanaj, V., & Friser, A. (2017). Rôle et responsabilités des hauts dirigeants face aux changements climatiques : réflexions à partir du cas de BP. *Entreprises et histoire*, (1), 34-53.
- Ghuri, P. N. (2018). Multinational enterprises and sustainable development in emerging markets. *Global Phenomena and Social Sciences: An Interdisciplinary and Comparative Approach*, 21-36.
- Ghuri, P. N., and Rao, P. M. (2009). Intellectual property, pharmaceutical MNEs and the developing world. *Journal of World Business*, 44(2), 206–215.
- Guth, W. D. (2009). Developing new avenues for growth: Challenges presented by five trends in the global environment. *Journal of International Management*, 15(3), 251–261.
- Hemingway, C. A., & Maclagan, P. W. (2004). Managers' personal values as drivers of corporate social responsibility. *Journal of business ethics*, 50, 33-44.
- Henisz, W. J., Mansfield, E. D., and Von Glinow, M. A. (2010). Conflict, security and political risk: International business in challenging times. *Journal of International Business Studies*, 41(5), 759–764.
- Ivanaj, S., Ivanaj, V., McIntyre, J., & da Costa, N. G. (2021). What can multinational enterprises do to implement sustainable development goals?. *Journal of Cleaner Production*, 296, 126586.
- Ivanaj, V., Guimaraes Da Costa, N., Ivanova, O., Ivanaj, S., & Kar, R. N. (2013). Understanding MNEs' attitudes towards CSR: A literature review and research agenda. *Responsible Organization Review*, 8(2), 15-30.
- Jallat, F., and Shultz, C. J. (2011). Lebanon: From cataclysm to opportunity—Crisis management lessons for MNCs in the tourism sector of the Middle East. *Journal of World Business*, 46(4), 476–486.
- Judge, W. Q., Fainshmidt, S., and Brown, J. L. (2014). Which model of capitalism best delivers both wealth and equality? *Journal of International Business Studies*, 45(4), 363–386.
- Kolk, A., & Pinkse, J. (2008). A perspective on multinational enterprises and climate change: Learning from “an inconvenient truth”?. *Journal of International Business Studies*, 39, 1359-1378.
- Kolk, A., & Van Tulder, R. (2010). International business, corporate social responsibility and sustainable development. *International business review*, 19(2), 119-125.
- Kolk, A., Kourula, A., & Pisani, N. (2017). Multinational enterprises and the sustainable development goals: what do we know and how to proceed?. *Transnational Corporations*, 24(3), 9-32.
- Kolk, A., Rivera-Santos, M., & Rufin, C. (2018). Multinationals, international business, and poverty: A cross-disciplinary research overview and conceptual framework. *Journal of International Business Policy*, 1, 92-115.



Appel à contribution :

« Les entreprises multinationales face aux défis des transitions socio-écologiques durables dans un contexte économique, institutionnel et politique international perturbé » 8

- Lee, S. H. (1993). Relative importance of political instability and economic variables on perceived country creditworthiness. *Journal of International Business Studies*, 24(4), 801–812.
- Li, Q. A., and Vashchilko, T. (2010). Dyadic military conflict, security alliances and bilateral FDI flows. *Journal of International Business Studies*, 41(5), 765–782.
- Macharzina, K. (2000). European energy. *Management International Review*, 40(4), 303–305.
- Marcon, A., de Medeiros, J. F., & Ribeiro, J. L. D. (2017). Innovation and environmentally sustainable economy: Identifying the best practices developed by multinationals in Brazil. *Journal of Cleaner Production*, 160, 83-97.
- Matten, D., & Moon, J. (2008). “Implicit” and “explicit” CSR: A conceptual framework for a comparative understanding of corporate social responsibility. *Academy of management Review*, 33(2), 404-424.
- McIntyre, J. R., Ivanaj, S., & Ivanaj, V. (Eds.). (2022). *The Role of Multinational Enterprises in Supporting the United Nations' SDGs*. Edward Elgar Publishing.
- McWilliams, A., & Siegel, D. (2001). Corporate social responsibility: A theory of the firm perspective. *Academy of management review*, 26(1), 117-127.
- Mersland, R., Randoy, T., and Strom, R. O. (2011). The impact of international influence on microbanks' performance: A global survey. *International Business Review*, 20(2), 163–176.
- Montiel, I., Cuervo-Cazurra, A., Park, J., Antolín-López, R., & Husted, B. W. (2021). Implementing the United Nations' sustainable development goals in international business. *Journal of International Business Studies*, 52(5), 999-1030.
- Musteen, M., Rhyne, L., and Zheng, C. C. (2013). Asset or constraint: Corporate reputation and MNCs; involvement in the least developed countries. *Journal of World Business*, 48(3), 321–328.
- Nalen, C. A. (1985). THE ROLE OF PRIVATE INVESTMENT IN THIRD-WORLD DEVELOPMENT. *Columbia Journal of World Business*, 20(4), 59-63.
- Nylund, P. A., Brem, A., & Agarwal, N. (2021). Innovation ecosystems for meeting sustainable development goals: The evolving roles of multinational enterprises. *Journal of Cleaner Production*, 281, 125329.
- Orlitzky, M., Siegel, D. S., & Waldman, D. A. (2011). Strategic corporate social responsibility and environmental sustainability. *Business & society*, 50(1), 6-27.
- Parmar, B. L., Freeman, R. E., Harrison, J. S., Wicks, A. C., Purnell, L., & De Colle, S. (2010). Stakeholder theory: The state of the art. *Academy of Management Annals*, 4(1), 403-445.
- Peng, X., Li, J., Tang, Q., Lan, Y. C., & Cui, X. (2023). Do environmental scores become multinational corporations' strategic “greenwashing” tool for window-dressing carbon reduction? A cross-cultural analysis. *Business Strategy and the Environment*.
- Ramos, M. A., and Ashby, N. J. (2013). Heterogeneous firm response to organized crime: Evidence from FDI in Mexico. *Journal of International Management*, 19(2), 176–194.
- Reade, C., and Lee, H. J. (2012). Organizational commitment in time of war: Assessing the impact and attenuation of employee sensitivity to ethnopolitical conflict. *Journal of International Management*, 18(1), 85–101.
- Rivera-Santos, M., and Rufin, C. (2010). Global village vs. small town: Understanding networks at the base of the pyramid. *International Business Review*, 19(2), 126–139.
- Rygh, A. (2020). Social value creation by multinational enterprises: The next “Big Question” for international business research?. *Critical Perspectives on International Business*, 16(1), 47-75.
- Sachs, J. D., Schmidt-Traub, G., Mazzucato, M., Messner, D., Nakicenovic, N., & Rockström, J. (2019). Six transformations to achieve the sustainable development goals. *Nature sustainability*, 2(9), 805-814.



Appel à contribution :

« Les entreprises multinationales face aux défis des transitions socio-écologiques durables dans un contexte économique, institutionnel et politique international perturbé » 9

- Scherer, A. G., & Palazzo, G. (2011). The new political role of business in a globalized world: A review of a new perspective on CSR and its implications for the firm, governance, and democracy. *Journal of management studies*, 48(4), 899-931.
- Schmidheiny, S. (1992). The business logic of sustainable development. *Columbia Journal of World Business*, 27(3/4), 18–24.
- Schönherr, N., Findler, F., & Martinuzzi, A. (2017). Exploring the interface of CSR and the sustainable development goals. *Transnational Corporations*, 24(3), 33-47.
- Serrano-Cinca, C., and Gutierrez-Nieto, B. (2014). Microfinance, the long tail and mission drift. *International Business Review*, 23(1), 181–194.
- Seyoum, B. (2006). US trade preferences and export performance of developing countries: Evidence from the generalized system of preferences. *International Business Review*, 15(1), 68–83.
- Shapiro, D., Hobdari, B., & Oh, C. H. (2018). Natural resources, multinational enterprises and sustainable development. *Journal of World Business*, 53(1), 1-14.
- Sinkovics, N., & Archie-acheampong, J. 2019. The social value creation of MNEs—A literature review across multiple academic fields. *Critical Perspectives on International Business*, 16(1): 7–46.
- Sinkovics, N., Sinkovics, R. R., and Yamin, M. (2014). The role of social value creation in business model formulation at the bottom of the pyramid – Implications for MNEs? *International Business Review*, 23(4), 692–707.
- Spencer, J. W. (2008). The impact of multinational enterprise strategy on indigenous enterprises: Horizontal spillovers and crowding out in developing countries. *Academy of management review*, 33(2), 341-361.
- Terpstra-Tong, J. L. Y. (2017). MNE subsidiaries' adoption of gender equality and women empowerment goal: A conceptual framework. *Transnational Corporations*, 24(3), 89-102
- Tien, N. H., Anh, D. B. H., Ngoc, N. M., & Do Thi, Y. N. (2019). Sustainable social entrepreneurship in Vietnam. *International Journal of Entrepreneurship*, 23(3), 1-12.
- Tihanyi, L. 2020. From “that’s interesting” to “that’s important.” *Academy of Management Journal*, 63(2): 329–331.
- Van Der Waal, J. W., Thijssens, T., & Maas, K. (2021). The innovative contribution of multinational enterprises to the Sustainable Development Goals. *Journal of Cleaner Production*, 285, 125319.
- Van Zanten, J. A., & Van Tulder, R. (2018). Multinational enterprises and the Sustainable Development Goals: An institutional approach to corporate engagement. *Journal of International Business Policy*, 1, 208-233.
- Witte, C., & Dilyard, J. (2017). Guest editors' introduction to the special issue: The contribution of multinational enterprises to the Sustainable Development Goals. *Transnational Corporations*, 24(3), 1-8.
- Yamin, M., and Sinkovics, R. R. (2009). Infrastructure or foreign direct investment? An examination of the implications of MNE strategy for economic development. *Journal of World Business*, 44(2), 144–157.
- Yang, Z., Nguyen, T. T. H., Nguyen, H. N., Nguyen, T. T. N., & Cao, T. T. (2020). Greenwashing behaviours: Causes, taxonomy and consequences based on a systematic literature review. *Journal of Business Economics and Management*, 21(5), 1486-1507.
- Zhao, H., Ozer, M., Rong, W., & Mondejar, R. (2019). Do management innovations of indigenous firms benefit from managerial spillovers from multinational enterprises?. *Management International Review*, 59, 919-947.



Appel à contribution :

« Les entreprises multinationales face aux défis des transitions socio-écologiques durables dans un contexte économique, institutionnel et politique international perturbé » 10

Procédure de soumission

Les manuscrits (en français ou en anglais) doivent être envoyés par courriel à specialissuemne@gmail.com au plus tard le 6 janvier 2025. Ils doivent respecter les normes énoncées dans la [politique éditoriale](#) de Management International. Ils seront évalués par les pairs selon le processus traditionnel de double aveugle. La publication du numéro spécial est prévue pour l'automne 2026.

Équipe éditoriale

Vera Ivanaj est actuellement Professeure des Universités en Sciences de Management à l'Université de Lorraine, basée à l'École Nationale Supérieure des Industries Chimiques de Nancy. Elle possède un parcours professionnel international et s'appuie sur des connaissances transdisciplinaires acquises grâce à une vaste expérience en enseignement et en recherche dans les sciences humaines et sociales. Ses travaux de recherche sont publiés au niveau international dans divers revues académiques et livres reconnus, couvrant le management stratégique, le développement durable, l'innovation, l'entrepreneuriat, l'art et l'esthétique organisationnelle. Vera mène ses recherches au sein du laboratoire CEREFIGE (EA 3942). Elle est la cofondatrice et la coorganisatrice de la conférence internationale Multinational Enterprises and Sustainable Development (MESD). De plus, Vera pratique la peinture abstraite, explorant dans ses créations artistiques des concepts philosophiques complexes tels que la vie, l'énergie et le mouvement.

Silvester Ivanaj est actuellement Chef de la Recherche et Professeur à l'ICN Business School à Nancy, France. Avec une formation multidisciplinaire englobant les systèmes d'information, la durabilité et la gestion, il apporte plus de 25 ans d'expertise en éducation managériale, développement de systèmes d'information et entrepreneuriat. Silvester détient un premier doctorat en Géosciences de l'Institut National Polytechnique de Lorraine et un deuxième doctorat en Administration des Affaires de l'Université Paris 12 Est – Créteil. Il a grandement contribué à la littérature académique avec de nombreux articles évalués par des pairs et des livres, se concentrant sur des domaines tels que la durabilité, la gestion des équipes virtuelles et la recherche transdisciplinaire. En tant que cofondateur de la conférence MESD, il promeut activement les discussions sur le développement durable. De plus, il est Rédacteur en Chef de la *Revue Internationale de Psychosociologie et de gestion des Comportements Organisationnels* (RIPCO) depuis 2019. Son engagement à faire progresser les connaissances et à favoriser l'innovation se reflète dans ses nombreuses activités d'enseignement, de recherche et d'édition.

Niti Bhasin est professeure au département de commerce de la Delhi School of Economics, Université de Delhi, en Inde, et possède plus de 23 ans d'expérience en enseignement et en recherche. Elle est la coordinatrice des relations internationales et dirige également le domaine « Affaires internationales » du programme de doctorat du département. Elle a également été présidente du Lady Irwin College, Université de Delhi. Major de promotion (médaillée d'or) de l'examen de M. Com. (2000) de l'Université de Delhi, elle a écrit des livres dans les domaines des investissements directs étrangers, du système financier indien et des opportunités dans le monde des affaires. Ses domaines de spécialisation comprennent la politique commerciale internationale, les entreprises multinationales et le développement durable, ainsi que les investissements directs étrangers. Le docteur Bhasin a contribué à des articles de recherche dans des revues réputées, notamment le *Journal of Business Research*, le *Multinational Business Review* et le *Journal of International Trade and Economic Development*, et écrit régulièrement des articles pour des plateformes médiatiques.

John R. McIntyre est le fondateur et directeur du Georgia Tech Center for International Business Education and Research (CIBER) et professeur titulaire en gestion internationale et en relations économiques internationales. Il exerce principalement au Scheller College of Business et est également affecté à la Sam Nunn School of International Affairs du Georgia Institute of Technology à Atlanta, en Géorgie, aux États-Unis.



Appel à contribution :

« Les entreprises multinationales face aux défis des transitions socio-écologiques durables dans un contexte économique, institutionnel et politique international perturbé » 11

Il a publié dans plus d'une centaine de revues scientifiques et professionnelles et est l'auteur et coéditeur de quatorze livres. Le docteur McIntyre a été coprésident du U.S.-India Business Summit (USIBS) et cofondateur du consortium Multinational Enterprises and Sustainable Development (MESD) et de la conférence annuelle ChinaGoesGlobal Inc. Il est lauréat du Georgia Governor's International Business Education Award (septembre 2009) et du prix annuel Georgia Tech Steven A. Denning Faculty Award for Global Engagement (2015). Il est membre de l'Academy of International Business (Southeast). Il a été fait Chevalier de l'Ordre National du Mérite par la France en 2009 pour son soutien aux investissements français et européens dans le Sud-Est des États-Unis. En 2017, il a été nommé professeur honoraire de gestion à l'ICN Graduate School of Business de l'Université de Lorraine, en France. Il a été membre élu du comité exécutif du corps professoral du Georgia Institute of Technology et coprésident de son groupe de travail sur la mondialisation. Ses domaines d'expertise comprennent les affaires mondiales et la stratégie d'entreprise, la gestion export-import, la gestion comparative, le transfert international de technologies, l'économie politique internationale, les cadres réglementaires du commerce et des investissements, les entreprises multinationales et le développement durable.



Appel à contribution :

« Les entreprises multinationales face aux défis des transitions socio-écologiques durables dans un contexte économique, institutionnel et politique international perturbé » 12